



DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

L'Apeec interpelle le gouvernement

L'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a interpellé, lors de son assemblée générale tenue à Brazzaville, le gouvernement sur la situation des étudiants restés longtemps en attente des passeports.

Elle souligne « l'impérieuse nécessité » pour les pouvoirs publics de mettre en place une task-force afin de trouver une issue heureuse au « cauchemar » que vivent les étudiants attendus dans les universités étrangères, notamment françaises.

Page 5



ASSISTANCE ALIMENTAIRE

Le Japon appuie le programme des cantines scolaires



Échange des parafers entre les parties

L'ambassadeur du Japon en République du Congo, Minami Hiro, a signé, le 2 septembre, avec la représentante du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Anne Claire Mouillez, en présence du ministre de l'Enseignement technique, Ghislain Thierry Mangoussa Ebome, l'échange de notes relatives à l'assistance alimentaire de son pays en appui au programme des cantines scolaires.

D'un montant de près d'un milliard FCFA, cette assistance permettra au PAM de fournir des vivres destinés à assurer un repas quotidien durant toute l'année scolaire 2022-2023 dans 408 écoles primaires réparties dans sept départements du Congo.

Page 5

DISTINCTION

Baudouin Mouanda remporte le Prix « Roger Pic 2022 »

Le photographe congolais, Baudouin Mouanda, a été désigné prix « Roger Pic 2022 », le 1er septembre, pour son portfolio « Ciel de saison », un travail documentaire et artistique qui met en lumière les intempéries résultant du changement climatique. Premier photographe d'origine africaine à remporter ce prix initié par la Société civile des auteurs multimédias en hommage au grand photographe, réalisateur et militant du droit d'auteur, l'artiste s'est réjoui du fait que le Congo, à travers la photographie, arrive à attirer l'attention en sensibilisant les populations au phénomène naturel que connaissent l'Afrique et le reste du monde.



Baudouin Mouanda

Page 9

FOOTBALL

La Fécofoot à la croisée des chemins

Le président de la Fédération congolaise de football (Fécofoot), Jean Guy Blaise

Mayola, a été réélu le 2 septembre à l'issue d'une assemblée générale électorale pour



Le délégué de la Fifa remettant le fanion au président de la Fécofoot

un nouveau mandat de quatre ans. Il est appelé à relever de grands défis parmi lesquels la professionnalisation du football congolais, la formation des jeunes, l'augmentation de la subvention octroyée aux clubs d'élite, de la ligue 2 et du football féminin. La nouvelle équipe dirigeante de la Fécofoot est tenue de redorer le blason du football national terni par des défaites répétées des Diables rouges et des clubs nationaux engagés en compétitions africaines.

Page 16

ÉDITORIAL

Stabilité

Page 2

ÉDITORIAL

Stabilité

On dissèrtera longtemps encore sur les dysfonctionnements du processus électoral comme il en a été question lors des législatives et locales de juillet dernier. De façon générale, le souhait des acteurs politiques et de toutes les composantes de la société congolaise est que ce processus soit plus performant de telle sorte que les dénonciations de fraudes entendues au moment des votes laissent place à une compétition moins décriée.

En même temps, il est une avancée significative sur laquelle on pourrait s'appuyer pour observer qu'un progrès s'accomplit dans le sens de la consolidation des acquis démocratiques. Le fait en effet que les élections soient convoquées dans les délais prescrits par les textes en vigueur et ceci depuis une bonne vingtaine d'années est la preuve, à quelques exceptions près, d'une volonté partagée par tous de civiliser autant que faire se peut la compétition pour le pouvoir.

Et l'on a vu comment après le renouvellement des mandats des députés à l'Assemblée nationale, en application des règlements régissant la chambre basse du Parlement, les élus ont sereinement constitué les principales instances appelées à en régir le fonctionnement. Ne passons pas sous silence cet aboutissement paisible, sans doute l'expression d'une stabilité intérieure en marche dans un pays exposé les années passées à une avalanche de crises sociopolitiques générées par le fait électoral.

S'il n'y a pas lieu pour l'heure, d'aller vite en besogne en se disant que l'on maîtrise désormais les inconnus du champ politique, il est, en revanche, tout à fait louable de prendre acte des petits pas en avant décrits plus haut. Tout autour de nous, et ce n'est pas pour se satisfaire du malheur d'autrui, les élections continuent d'être un moment de grande incertitude. Nous-mêmes l'avons vécu pendant une assez longue période pour ne pas installer les garde-fous essentiels à la consolidation de la paix et de la cohésion nationale à l'appui de la petite distance parcourue et de la longue histoire à venir.

Les Dépêches de Brazzaville

MINISTÈRE DU CONTRÔLE D'ETAT

Une équipe choc pour impulser la lutte contre les antivaleurs

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, Jean Rosaire Ibara, a installé, le 1er septembre, dans leurs fonctions les directeurs centraux et chefs de services nommés récemment. C'est la principale équipe qui sera à la manœuvre pour impulser la lutte contre le détournement des deniers publics et autres antivaleurs dans l'administration publique.



Jean Rosaire Ibara s'adressant aux cadres promus/Adiac

Ils sont au total neuf directeurs centraux et une vingtaine de chefs de service et de bureau à avoir pris leurs fonctions. Ces services découlent de trois directions générales, à savoir la direction générale du contrôle d'Etat, la direction générale de la qualité du service public et celle de la lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, dont les animateurs seront nommés par décret présidentiel. L'équipe a pour mission principale de bâtir, sur orientation de la tutelle, des stratégies efficaces et d'initier des actions plus orientées afin de mieux mener le combat contre les comportements déviants au sein de l'administration publique. S'adressant aux promus, le ministre du Contrôle d'Etat les a exhortés à bien remplir les différentes missions qui leur

sont confiées, de manière à ce que les résultats attendus par l'ensemble des Congolais soient palpables. Pour ce faire, il les a appelés au professionnalisme. « Chacun de vous est appelé à gérer des collaborateurs. Chaque directeur central a sous sa tutelle quatre chefs de service et des chefs de bureau pour bien exécuter la mission qui lui est assignée. Après que vous ayez suivi des formations spécifiques, nous vous ferons prêter serment devant les juridictions. A ce titre, vous serez astreints à la discussion, la confidentialité et à l'éthique professionnelle, car vous êtes appelés à collaborer avec des grands administrateurs pour discuter des choses secrètes. Moi-même je vous aurai à l'œil », a souligné Jean Rosaire Ibara.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marline Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MINISTÈRE DU CONTRÔLE D'ETAT

Les cadres s'imprègnent des outils de performance de l'action publique

Le ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique a organisé, les 2 et 3 septembre, à Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités de ses directeurs centraux, départementaux et chefs de services.

Placé sur le thème « Le contrôle d'Etat, la qualité du service public et la lutte contre les antivaleurs : trois outils au service de la performance de l'action publique », ce séminaire atelier a été le bienvenu pour les animateurs de ce ministère nouvellement créé. Selon son animateur principal, Jean-Rosaire Ibara, ce ministère est un département transversal qui mène des activités œuvrant dans l'amélioration de la performance de l'action publique et déploie ses outils dans l'ensemble de l'administration publique. Il a également rappelé le caractère vital de son ministère, au regard de ses missions de contrôle, d'optimisation des processus administratifs et la lutte contre les antivaleurs. Visant la performance de l'action publique, le ministère du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique a circonscrit ses actions en quatre axes. Il s'agit, entre autres, de la gestion des politiques, programmes et projets ; la gestion des finances publiques, avec pour objectif la sécurisation des recettes publiques, la rationalisation des dépenses publiques et la maîtrise des dettes publiques.



La séance de travail/Adiac

Les deux autres axes étant la gestion des ressources humaines publiques, avec pour objectif l'optimisation du management des ressources humaines de l'Etat et l'offre de service public dont l'objectif est l'amélioration de l'expérience usager. « *Au moment où nous nous apprêtons à engager ce noble chantier, nous avons estimé qu'il était dans l'ordre des choses d'organiser cet atelier de renforcement des capacités autour des contours de notre approche du contrôle d'Etat, de la qualité du service public et de la lutte contre*

les antivaleurs dans l'administration publique », a rappelé le ministre Jean-Rosaire Ibara.

Les chantiers prioritaires du ministère

Evoquant les priorités, le ministre a cité la relecture des textes actuels, afin de supprimer les sources possibles d'ambiguïté ou de double emploi dans l'action des corps et organes de contrôle, et mieux préciser les domaines d'intervention de chaque corps ou organe de contrôle. La revue approfondie de l'organisation actuelle et des procédures appliquées par

les corps de contrôle, l'évaluation de leurs performances et l'émission de recommandations pertinentes pour accroître l'efficacité de la fonction de contrôle, reste également un des chantiers prioritaires. Il prévoit aussi l'examen approfondi des textes régissant les principaux organes concernés par la lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique ; la création d'un corps des contrôleurs et auditeurs internes d'Etat assermentés. Il y aura ensuite la définition d'un cursus et des prérequis pour les postulants, accentuation et « recentrage » de la

formation des contrôleurs. Il s'agira, par ailleurs, de la mise en place des éléments d'un contrôle interne efficace, action de formation des membres des organes dirigeants, redéfinition des modalités de choix des dirigeants des établissements publics, des entreprises du secteur public et parapublic. Sont aussi prévues, la mise en place du Système intégré du contrôle d'Etat ainsi que l'élaboration de la stratégie nationale de la promotion de bonne gouvernance et de lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique de concert avec les principaux organes concernés par la lutte contre les antivaleurs.

« *Cette démarche permettra également de remporter la douzième bataille du programme d'action du gouvernement selon laquelle : Il n'y aura pas d'avenir prospère pour le Congo sans bonne gouvernance. Ce travail est titanesque et de très haute facture. C'est pourquoi, il nécessite la mobilisation des compétences pointues en matière de contrôle proprement dit, de management de la qualité et de la répression des antivaleurs* », a rappelé le ministre.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Le dernier soviétique?

Il était entré dans l'histoire, à la fin des années 80, comme le père de la Perestroïka et de la glasnost, deux concepts porteurs d'espoir et d'amertume selon l'angle à partir duquel on était donné à les considérer. Pour les rivaux de l'Ouest, dont c'était à peu près le rêve-voir l'empire soviétique s'écrouler avec lui toutes les certitudes l'ayant entouré sept décennies durant - enfin la partie était gagnée. Pour les nostalgiques d'un certain internationalisme prolétarien, et ils pouvaient être nombreux dans le pays même et à travers le monde, la rancœur avait pris corps, tenace.

Décédé le 30 août, à l'âge de 91 ans, Mikhaïl Gorbatchev était aussi le dernier dirigeant de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), mais peut-être pas le dernier soviétique. Il avait gravi les échelons du parti communiste un par un, de la petite cellule locale au sommet de la hiérarchie étatique selon les rites

immuables de la doctrine en place. Puis il a enfreint en quelque sorte les normes établies abattant l'une après l'autre le restant de poutres grâce auxquelles, en dépit du contexte général devenu délétère, quelques gardiens du temple espéraient sauver l'essentiel. On se souvient de la tentative du putsch du vice-président Guennadi Ianaïev en 1991.

La perestroïka et la glasnost, notions russes de « réforme » et « transparence » avaient abouti, cela vaut le coup de le rappeler, à la dislocation de l'Union soviétique. Tous les pays d'Europe de l'est qui lui étaient liés politiquement, économiquement et stratégiquement prirent leur distance, puis leurs indépendances dans l'euphorie accompagnant toutes les grandes débâcles. On avait assisté aux mêmes manifestations à la fin de l'ère coloniale, à la suite des défaites subies par les grandes puissances quand elles n'étaient pas parvenues à atteindre leurs

objectifs dans les conflits contre de petits Etats tiers.

La fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest était arrivée à son heure, pourrait-on dire. Mais la victoire du capitalisme sur le communisme ne s'étant pas produite à la suite d'un conflit armé, l'histoire retient plutôt les « bienfaits » du vent venu de l'est. C'est bien, en effet, grâce à la fin de l'Union soviétique que l'on a assisté à la chute du mur de Berlin, en 1989, plus tard à la réunification de l'Allemagne, et en même temps à l'engagement de nombreux pays africains sur la voie de la démocratie pluraliste. A quelque chose malheur est bon, dit-on !

Après, il faut savoir garder les pieds sur terre. Il est clair que Gorbatchev avait hérité d'un système politique miné de l'intérieur par sa lourdeur, et de l'extérieur par l'activisme du camp adverse, celui de l'économie du marché. Parallèlement, le démantèlement à grand fracas des régimes satellites a lais-

sé un goût d'inachevé, en particulier quand il s'est agi de trouver un terrain d'entente entre le camp occidental vainqueur, chapeauté par les Etats-Unis, première puissance mondiale, et la Russie, dépositaire de l'actif et du passif de l'ex-URSS, partant d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'Onu.

Toute proportion gardée, ce goût d'inachevé est peut-être l'une des causes lointaines du conflit actuel en Ukraine. On peut néanmoins croire qu'en leur temps, Mikhaïl Gorbatchev et Ronald Reagan auraient mis en avant la diplomatie dans ce qu'elle offre contre la rhétorique guerrière. C'était l'époque où conscients des risques qu'ils feraient courir à la communauté des nations en cas de conflit ouvert entre eux, les dirigeants des pays nantis d'arsenaux destructeurs privilégiaient la concertation. Mais aujourd'hui, malheureusement, la diplomatie a échoué.

Gankama N'Siah



L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans est destiné à appuyer la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020. Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation de la santé publique. Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé. Enfin, le 3ème Financement additionnel équivalent à 30 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination

AVIS DE RECRUTEMENT N°02/ UGP-PRUC-19 POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Responsable Administratif Financier et Comptable de l'UGP PRUC-19 » (Publication – période du 05 septembre au 08 septembre 2022)

en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de Financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes. Composante 1 : Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas. Composante 2 : campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement. Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation.

Le projet est placé sous la tutelle du Ministère de la Santé et de la Population (MSP) et mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP). Parmi les conditionnalités requises pour poursuivre le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Responsable Administratif, Financier et Comptable (RAFC).

1. Mandat général : La Section Administration, Finance et Comptabilité est placée sous la responsabilité du Responsable Administratif, Financier et Comptable qui a sous son autorité un (e) comptable, (e) et les chauffeurs. Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le RAFC sera chargé entre autres de : -superviser les activités de la comptabilité ; -appliquer au niveau de l'UGP l'ensemble des procédures comptables et financières énoncées dans les manuels du Projet et les directives de la Banque mondiale

2. Description des tâches : Le RAFC aura pour tâches entre autres : En matière de gestion administrative :

-appuyer la Coordination dans la gestion administrative, financière et comptable du PANC ; -participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet ; -fournir aux consultants un appui logistique nécessaire pour l'accomplissement de leur mission ; En matière de gestion financière : -présenter à la Coordination du Projet pour approbation les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'UGP ; -présenter à la Coordination du Projet pour approbation les ordres de transferts de fonds sur les comptes spéciaux et autres comptes ouverts dans les banques de la place ; En matière de gestion du personnel : -s'assurer de la tenue des dossiers individuels du personnel de l'UGP et de la documentation physique et électronique du Projet ; -s'assurer de la mise en œuvre des plans de formation du personnel des Agences d'Exécution concernées par le Projet ainsi que du personnel de l'UGP. En matière de gestion du patrimoine : -Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP ; -S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds sont régulièrement protégés et peuvent être contrôlés à tout moment.

3. Profil : Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum licence ou équivalent (MSTCF, DESCF/DSCG, DESS, etc) en comptabilité, sciences économiques et financières ou toute autre discipline équivalente d'une institution connue (diplôme d'une école de commerce de réputation par exemple). •Un diplôme professionnel supérieur en comptabilité du type Expert-Comptable (CPA, DEC, ACCA, ACA, etc) reconnu par un ordre professionnel comptable international, et ou de même qu'un diplôme en gestion de projet de développement serait un atout •Jouer d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins (05) cinq ans en gestion administrative et financière dans une entreprise privée, dans les projets de développement, ou autre expérience professionnelle jugée équivalente (en cabinet d'audit et d'expertise comptable) dont au moins 5 ans à des postes de responsabilité (Directeur comptable, Directeur Administratif et Financier, Contrôleur de gestion, Auditeur Manager ; •Une expérience pratique d'au moins trois (03) ans dans les domaines de gestion administrative, comptable et financière de structures financées par les Bailleurs de fonds internationaux (UE, IDA / Banque Mondiale, BAD, DFID, les Agences de l'ONU) serait un atout ; •Avoir une bonne maîtrise des procédures et directives des différents bailleurs de fonds, notamment de la Banque mondiale, serait un atout ; •Avoir la maîtrise des procédures de gestion de l'administration publique serait un atout ; •Avoir une expérience dans les institutions ou projets similaires ; •avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, TomPro...) •très bonne maîtrise du français.

NB : Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels. Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus, conformément à la loi. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, et/ ou avant la fin de la première année du contrat.

4.Procédure et Méthode de Sélection La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Mar-

chés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases : •Une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; •Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

5.Composition du Dossier de candidature Le dossier de candidature sera constitué comme suit : •Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSE IV ; •Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ; •Un curriculum vitae détaillé ; •Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens). Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 01 rue Fourneau sis dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux à Baongo. Brazzaville, de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville). Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention «Candidature au poste de Responsable Administratif, Financier et Comptable de l'UGP- PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique aux adresses (passationdesmarchesredisse@gmail.com/ vitalevenceebelebe@gmail.com) au plus tard le 27 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 août 2022
Le Coordonnateur de l'UGP- PRUC-19, Vital Evence EBELEBE.

AVIS DE RECRUTEMENT N°01/ UGP-PRUC-19 POUR LE RECRUTEMENT D'UN « Spécialiste en Passation des Marchés de l'UGP PRUC-19 » (Publication – période du 05 septembre au 08 septembre 2022)

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans est destiné à appuyer la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020. Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation de la santé publique.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé. Enfin, le 3ème Financement additionnel équivalent à 30 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de Financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes. Composante 1 : Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas. Composante 2 : campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

Le projet est placé sous la tutelle du Ministère de la Santé et de la Population (MSP) et mis en œuvre par une Unité de Gestion du Projet (UGP). Parmi les conditionnalités requises pour démarrer le projet, il est nécessaire de recruter différents experts au sein de cette UGP, dont un Spécialiste en Passation des Marchés (SPM).

•Nature et étendue des services Sous la supervision générale du Coordonnateur du Projet, le Spécialiste en passation des marchés sera entre autres : •Responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de la passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ; •Responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition, et plus précisément de ce qui suit : a.Faire le suivi, auprès des services techniques bénéficiaires ou de l'Unité de Gestion du projet, (i) de la préparation et de la finalisation des termes de référence (TDR) pour les acquisitions de services de consultant, et (ii) des spécifications techniques des biens et travaux ;

b. Assurer le contrôle de qualité des dossiers d'appel d'offres, et des demandes de propositions (suivant les modèles fournis par l'IDA) préparés par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de l'IDA et assurer leur transmission/ vente selon le cas ;

c. Effectuer l'exécution de la passation des marchés de toutes les activités du projet (revue préalable et à posteriori) à travers la plateforme STEP, et ce de manière systématique ;

d. Mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés qui inclura pour chaque marché tous les documents relatifs à ce marché y inclus les documents relatifs aux paiements, en vue de permettre toute revue à posteriori de l'IDA dans STEP.

•Profil du consultant Le consultant devra avoir : -Au moins un diplôme universitaire de niveau Bac +4 minimum en sciences de gestion, Economie, Droit, administration des affaires, Ingénieur en génie civil, architecte ou équivalent d'une université reconnue ; -Une très bonne connaissance des pratiques de passation des marchés en général et des règles de procédures de passation des marchés des banques multilatérales ; -Une expérience d'au moins quatre (4) ans dans le domaine de la passation des marchés, dont deux (2) ans en rapport avec le domaine de la santé pour des projets financés ou cofinancés par les banques multilatérales de développement ; -Une bonne connaissance des logiciels usuels (Word, Excel, Power Point et autres outils de communication) ; -Une parfaite maîtrise de la langue française ; -Une connaissance passive de l'anglais serait un atout ; -Une bonne aptitude à travailler en équipe et sous pression ; -Une formation additionnelle en passation de marché sur les procédures des partenaires multilatéraux et bilatéraux est souhaitée.

•Procédure et Méthode de Sélection La procédure de sélection sera conduite conformément au Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale, édition juillet 2016. Le recrutement sera effectué par appel à candidature et comportera deux (2) phases : •Une phase de présélection des candidats

par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV ; •Une phase d'interview des candidats présélectionnés. Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail. •Composition du Dossier de candidature Le dossier de candidature sera constitué comme suit : •Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP-REDISSE IV ; •Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ; •Un curriculum vitae détaillé ; •Les copies des attestations de travail du candidat dans le domaine couvert par le poste (Les originaux seront demandés pendant les entretiens). Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion REDISSE IV au n° 01 rue Fourneau, sise dans l'enceinte des nouveaux logements sociaux à Baongo-Brazzaville de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville). Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention «Candidature au poste de spécialiste en Passation des Marchés de l'UGP- PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique (passationdesmarchesredisse@gmail.com/ vitaleebelebe@gmail.com) au plus tard le 27 septembre 2022 à 12 heures.

Fait à Brazzaville, le 30 août 2022
Le Coordonnateur de l'UGP- PRUC-19, Vital Evence EBELEBE.

DÉLIVRANCE DES PASSEPORTS

L'Apeec interpelle le gouvernement

L'association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a suggéré, le 2 septembre à Brazzaville, au gouvernement de mettre en place une task-force afin de trouver une solution relative aux dossiers de passeports d'étudiants en attente.

« Préoccupée par la situation de nos enfants étudiants restés longtemps en attente d'obtention de passeports, l'Apeec interpelle avec force le gouvernement de la République sur l'impérieuse nécessité, au travers d'une task-force, de trouver une issue heureuse aux étudiants attendus dans les universités étrangères notamment françaises », a indiqué la déclaration lue par Benjamin Kimona, secrétaire général de l'Apeec.

Dans le communiqué rendu public, l'Apeec propose que la task-force à mettre en place, pour la résolution des dossiers de passeport, soit composée du Premier ministre, des ministères de la Sécurité et de l'Ordre public ainsi des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger.

Par ailleurs l'Apeec a fait le point sur les préparatifs de la rentrée scolaire 2022-2023 pour demander au gouvernement de réviser les rubriques fixées par la circulaire du 9 janvier 2019 du ministère de l'Enseignement technique et de mettre en place les comités de gestion qui joueraient un rôle de rappel



Les membres et délégués de l'Apeec lors du point de presse/Adiac

des mécanismes d'administration financière des établissements scolaires d'enseignement général. L'organisation parentale souhaite également que les taux annuels de contributions diverses des parents d'élèves et la répartition des montants à verser pour la prise en charge des enseignants bénévoles, prestataires et volontaires soient affectés par une note ministérielle. Au gouvernement, l'Apeec reven-

dique la mise en œuvre du protocole d'accord du 27 septembre 2018 signé avec la coordination des diplômés des écoles professionnelles de l'enseignement (CEDPE), la publication des notes administratives de maintien des enseignants membres du comité national des enseignants communautaires du Congo (CNECC). Elle veut que soient rendus publics les textes d'intégration à la Fonction publique

campagne 2020-2021 avant la notification et l'utilisation du quota de l'année 2022 ainsi que la prise en compte des enseignants communautaires d'éducation physique et sportive dans ces éventuels recrutements.

L'association des parents d'élèves approuve la convocation, avant la rentrée 2022-2023, d'une séance de travail avec le Premier ministre et les autres partenaires pour jau-

ger les facteurs empêchant une rentrée scolaire apaisée.

De même, l'Apeec a analysé et apprécié les statistiques des résultats des examens d'Etat. Elle relève pour l'année scolaire 2021-2022 une amélioration de 3,67% au baccalauréat général et 61% soit 3,6% du taux de réussite au brevet d'études du premier cycle. Pour le baccalauréat technique, l'Apeec notifie que le taux de réussite est de 40,54% soit une légère augmentation de 6,44% et pour tous les brevets, le taux moyen de réussite 2022 est de 68,42% contre 64,01 en 2021 soit une légère augmentation de 4,41%.

L'Apeec s'est félicitée du maintien de la lutte contre les antivaleurs en milieu scolaire et des reformes engagés par les autorités des sous-secteurs éducatifs. Elle a réitéré sa volonté de voir les enseignants s'approprier des nouveaux programmes éducatifs et l'insertion de nouveaux manuels de français, des mathématiques et des sciences aux classes du primaire : CP1, CP2 ainsi qu'en classe du secondaire notamment en 6e et 5e.

Fortuné Ibara

CIRCULATION ROUTIÈRE

Une berline percute de plein fouet un train de marchandises

Un accident de circulation routière s'est produit dans la nuit de vendredi à samedi au contre-rail de la Patte-d'oie de Brazzaville.



Accident du 3 septembre au contre-rail de la Patte-d'Oie (une berline ayant percuté de plein fouet un train de marchandises provenant de Pointe-Noire) Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

À en croire le témoignage du veilleur de nuit de l'agence bancaire située à proximité, le 3 septembre à 1 h du matin, un chauffeur d'une berline aurait percuté le train de marchandises en provenance de Pointe Noire à destination de la gare centrale de Brazzaville.

Dans les faits, il explique que, comme à l'accoutumée, l'agent de chemin de fer était au poste. Il se tenait debout au milieu de la route, agitant son drapeau rouge habituel pour signifier aux automobilistes le passage imminent d'un train. « Malheureusement, une des voitures venait à vive allure, en provenance de l'aéroport Maya-Maya allant vers le centre-ville, et n'a pas eu le temps d'obtempérer à la consigne routière », explique le veilleur de nuit.

Le chauffeur s'est retrouvé avec une plaie ouverte au niveau de la jambe, tandis que la passagère, grâce à la ceinture de sécurité, s'est vue propulsée à la banquette arrière, selon les premiers témoignages.

Marie Alfred Ngoma

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus d'un milliard FCFA pour les cantines scolaires

L'ambassadeur du Japon au Congo, Hiroyuki Minami, a signé le 2 septembre les documents avec le gouvernement congolais dans le cadre du programme d'alimentation scolaire d'un montant de plus d'un milliard FCFA.

Les documents ont été paraphés entre le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, représentant son collègue de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation ainsi que la représentante du Programme alimentaire mondial (PAM) au Congo, Anne-Claire Mouilliez. Le don est composé de 144 tonnes de poissons en conserve, environ 133 tonnes de riz, 119 tonnes de haricots et 30 tonnes de sel.

Ces vivres permettront de nourrir plus de 16 000 élèves de 408 écoles primaires de sept départements du pays courant cette année scolaire. Il s'agit des départements de la Bouenza, Lékoumou, Pool, Plateaux, Cuvette, Likouala et la Sangha.

Le diplomate japonais a souligné dans son allocution l'augmentation du taux de scolarisation à travers ce programme. Selon lui, ce programme permet

de garantir le développement des ressources humaines fondées sur l'idée que ce sont les élèves qui constituent l'avenir et la prospérité d'un pays.

« Dans le cadre de sa politique de coopération, le Japon tient compte de l'aspect de la contribution à une croissance inclusive et durable. C'est dans cette optique que le Japon met activement en œuvre plusieurs programmes d'aide agricole en vue d'améliorer le cadre de vie de la population congolaise », a-t-il indiqué.

Hiroyuki Minami a assuré le gouvernement congolais de l'engagement de son pays à continuer à accompagner le Congo pour améliorer la situation nutritionnelle des enfants en milieu scolaire et pour le développement de la filière de production de riz.

La représentante du PAM au Congo, Anne-Claire Mouilliez, a, pour sa part, salué l'engagement du Japon envers la jeunesse

congolaise. Ce programme offre une meilleure concentration aux enfants à l'école, a-t-elle fait savoir.

Par ailleurs, elle a annoncé l'organisation prochaine d'un sommet sur la transformation de l'éducation au Congo après les consultations sur les défis majeurs du système éducatif national avec l'appui des partenaires financiers.

De son côté, le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, a souligné l'importance de l'alimentation en milieu scolaire dans son mot de circonstance. « Le geste du PAM prolonge et consolide son engagement à travailler pour le bien-être de l'humanité », a-t-il déclaré.

Au terme de ses propos, il a assuré les deux partenaires que le gouvernement par ces démembrements scolaires va assurer la bonne gestion du don.

Lydie Gisèle Oko

SEMAINE AFRICAINE DU CLIMAT

Déclarations d'intentions et lettre de recommandation

Les pays africains réunis au Gabon pour préparer d'une seule voix leur participation à la COP27 en Egypte sur les changements climatiques dans deux mois ont clos vendredi une semaine de réunion par des déclarations d'intentions et une lettre de recommandation.

La Semaine africaine du climat, l'une des réunions régionales de préparation à la Conférence mondiale de l'ONU à Charm el-Cheikh en novembre (COP27), s'était ouverte lundi sur un constat sévère - l'Afrique émet moins de 4% des émissions mondiales de CO2 mais paye le plus lourd tribut au réchauffement climatique - et des promesses d'actions concrètes. 2.300 représentants des gouvernements, ONG, du secteur privé et de la société civile d'une cinquantaine de pays africains, réunis à Libreville sous l'égide de l'ONU, se sont séparés après des discours et un bref communiqué. Ce dernier loue un «élan régional important dans la lutte contre les changements climatiques avant la COP27», promettant notamment «une collaboration régionale plus forte que jamais» et la «nécessité d'adopter (en Egypte) des mesures d'atténuation plus ambitieuses pour que l'objectif de 1,5 degré Celsius» de réchauffement du climat d'ici à 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle



reste à portée de main. Le pays hôte, le Gabon, a présenté une lettre à la présidence de la COP27 dans ce sens, notamment pour mettre un coup de projecteur sur le besoin de coopération régionale, d'innovation et de soutien à l'action climatique. L'objectif de la Semaine africaine

L'Afrique est le continent le plus dévasté au monde par les effets du changement climatique. DR est de parler d'une voix unique pour l'Afrique à la COP27 et d'y formuler des propositions «concrètes», avait plaidé à l'ouverture Ali Bongo Ondimba, le président du Gabon, pays au cœur de la forêt tropicale du bassin du Congo, «deuxième poumon de la terre» après l'Amazonie. Libreville est souvent saluée par la communauté internationale pour son combat exemplaire pour préserver sa biodiversité et lutter contre le réchauffement climatique. Tous les intervenants avaient souligné dès le premier jour l'échec de la communauté internatio-

nale à remplir les objectifs de la COP21 à Paris en 2015: contenir, d'ici à 2100, le réchauffement climatique bien en dessous des 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux de l'ère pré-industrielle, idéalement le limiter à 1,5 degré. Or, selon l'Organisation météorologique mondiale, la planète s'oriente plutôt vers un réchauffement de 2,5 à 3 degrés. «Alors qu'elle ne contribue qu'à moins de 4% aux émissions mondiales (de CO₂), l'Afrique est le continent le plus dévasté au monde, selon le groupe d'experts internationaux GIEC, par les effets du changement climatique (...) qui minent déjà nos efforts pour une croissance durable», avait déploré Sameh Choukri, ministre égyptien des Affaires étrangères et président de la COP27, qui avait dénoncé une injustice climatique en fustigeant nombre de pays développés qui ont renié leurs engagements. La COP27 se tiendra à Charm el-Cheikh du 6 au 18 novembre. **AFP**

SOUDAN

Un nouvel ambassadeur américain en près de 25 ans

Le nouvel ambassadeur américain au Soudan, John Godfrey, a présenté, le 31 août, ses lettres de créance au chef de la transition soudanaise, le général Al-Burhan. Le geste marque la normalisation des relations diplomatiques entre Khartoum et Washington. Une première depuis 25 ans. En 1996, en effet, les Etats-Unis avaient placé le Soudan sur leur liste noire des pays soutenant le terrorisme. Khartoum payait ainsi le prix de l'hospitalité accordée au chef d'« Al-Qaïda ». Dans la foulée, les Américains avaient fermé leur ambassade. L'administration Trump avait retiré Khartoum de la liste noire en décembre 2020. Washington a rouvert son ambassade en 2002, mais s'est contenté d'envoyer des chargés d'affaires. Depuis lors, la représentation diplomatique est restée en dessous du rang d'ambassadeur. « John Godfrey s'emploiera à renforcer les relations entre les peuples américain et soudanais et à soutenir les aspirations des Soudanais à la liberté, la paix, la justice et à une transition vers la démocratie », souligne un communiqué de l'ambassade américaine à Khartoum. Le diplomate américain prend ses fonctions dans un contexte marqué par les manifestations pour le retour des civils au pou-

voir. Plus de 30 000 déplacés ont fui le récent conflit ethnique qui oppose les tribus Berti et Haoussa. En juillet, 105 Soudanais ont été tués et 31 000 déplacés après un affrontement entre les Haoussas, l'un des plus grands groupes ethniques d'Afrique, et les Bartas, autre tribu africaine qui se revendique comme celle des habitants originels de l'Etat du Nil bleu, frontalier de l'Ethiopie. Puis, les armes se sont tues, la violence s'est déplacée vers d'autres Etats du Soudan où des Haoussas en colère ont incendié des bâtiments administratifs. A travers le pays, des manifestants prodémocratie ont répondu par des cortèges « pour la coexistence » et « contre le tribalisme ». Dans le Nil bleu, des dignitaires tribaux ont signé un cessez-le-feu sous conditions et la vraie réconciliation se fait toujours attendre, laissant planer le spectre de la violence. Sous le régime d'Omar el-Béchir (1989-2019), rebelles et régime s'y livraient une guerre meurtrière. Mais les conflits tribaux, pour l'accès à l'eau ou à la terre, qui déchirent les autres Etats étaient une rareté. **Yvette Reine Nzaba**

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS

Emmanuel Macron appelle à « assumer la stratégie d'influence » face à la Russie en Afrique

Face aux attaques devenues virales, contre la France sur les réseaux sociaux, notamment en Afrique, le président français appelle les diplomates à riposter. Ces dernières années, le sentiment antifrançais a progressé en Afrique francophone. Pour Paris, certains pays du continent seraient des têtes d'affiches de cette fronde au point de nouer des alliances avec des pays adversaires de la France. Le chef de l'Etat français, Emmanuel Macron, a rencontré les ambassadeurs français, réunis à l'Elysée, le 1er septembre. Il a invité les diplomates français à être « plus réactifs » sur les réseaux sociaux pour mieux riposter aux attaques visant à discréditer la France, notamment en Afrique. Certaines nations étrangères sont devenues concurrentes à la France sur son pré-carré. « Notre pays est souvent attaqué et il est attaqué dans les opinions publiques, par les réseaux sociaux et des manipulations », a lancé Emmanuel Macron. Le président français s'est attardé notamment sur la situation en Afrique où « le narratif, russe, chinois ou turc » vient expliquer aux opinions publiques « que la France est un pays qui fait de la néo-colonisation et qui installe son armée sur le sol africain ». Puis il a présenté sa stratégie de riposte, qui passe d'abord par une « vraie politique partenariale » avec les pays visés, mais « je pense que, collectivement, nous devons être beaucoup plus réactifs, beaucoup plus mobilisés sur les réseaux sociaux », a-t-il martelé. Emmanuel Macron appelle à « assumer une stratégie d'influence » « Il ne s'agit pas de faire de la propagande, mais de contrer les propagandes anti-françaises et de combattre les narratifs mensongers, les informations fausses et défendre la réalité de notre action », a souligné Emmanuel Macron. « Aujourd'hui on subit trop, on ne fait pas assez », a-t-il ajouté, avant d'appeler à « assumer une stratégie d'influence et de rayonnement de la France », et à « mieux utiliser le réseau France Médias Monde, qui est absolument clé, qui doit être une force pour nous ». En visite, en Algérie, Emmanuel Macron avait déjà demandé aux jeunes africains de ne pas se laisser influencer par la Chine, la Russie et la Turquie, pays auxquels il a attribué, à son tour, un « agenda d'influence néocolonial et impérialiste ». Face aux attaques informationnelles russes, Emmanuel Macron est décidé à reprendre la main : dénigrer à son tour l'action de Moscou et du groupe Wagner en Centrafrique, au Mali et au Sahel. Depuis près de deux ans, la France subit sur les réseaux sociaux, de manière virale, des campagnes de « désinformation au Mali (fake news, influenceurs, barbouzes faux comptes twitter, images chocs de cadavres calcinés ou ensevelis) », portant sur les agissements supposés des troupes françaises dans le pays, sur fond de tensions diplomatiques entre Paris et Bamako. Désormais, la France est prête à quitter sa passivité pour passer à l'offensive, s'étant rendue compte qu'elle avait minimisée la menace, et sous-estimée l'ennemi, à cause de son logiciel dépassé. En 2017, Paris a vu le groupe Wagner prendre ses quartiers en Centrafrique, puis au Mali en 2021, sans réagir, puis a été poussé avec l'Union européenne à quitter le pays. Aujourd'hui, elle s'inquiète que le groupe Wagner s'installe au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal, et dans d'autres pays d'Afrique francophone. **Noël Ndong**

GABON

La CEEAC et la cellule de travail renforcent leur coopération

Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale(CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, s’est entretenu, le 31 août à Libreville, avec une délégation de la cellule de travail conduite par la coordonnatrice, Lily Nkalabuanga Lumbala.

Au cours des échanges, les membres de la cellule de travail ont fait un débriefing sur les assises de Kinshasa, les décisions prises et les leçons apprises, ainsi que sur les modalités de mise en œuvre desdites décisions issues de la conférence des chefs d’Etat.

Gilberto Da Piedade Verissimo s’est félicité de l’initiative du président en exercice de la CEEAC, Félix Antoine Tshisékédi Tshilombo, d’avoir érigé un pont entre la conférence et la suite du mandat.

« Nous devons profiter de la jeunesse du président Félix Antoine Tshisékédi Tshilombo pour faire avancer l’intégration régionale », a déclaré, l’ambassadeur Gilberto Da Piedade Verissimo. Il a également souhaité que la cellule de travail puisse s’atteler à la poursuite et à la réalisation des chantiers post-mandature du président en exercice, afin que le passage du témoin avec



son successeur se fasse avec succès et dans la continuité. Pour sa part, la coordonnatrice de la cellule de travail, Nkalabuanga Lumbala, s’est réjouie d’avoir effectué la mission, car elle a permis « de venir apprendre et puiser à la source l’ensemble des informations utiles à la bonne réalisation de la vision de la mandature du président Tshisékédi ».

Elle n’a pas tari d’éloges à l’endroit du président de la Commission de la CEEAC pour « son dynamisme, sa promptitude et ses aptitudes dans la conduite du bateau CEEAC ». Elle a ensuite appelé à la solidarité et à la collaboration sans lesquelles rien ne peut marcher. « Si on ne sait pas travailler en collaboration, rien ne marche. Nous

Photo de famille à l’issue des travaux/Adiac

sommes- là pour faire un travail de suivi et d’analyse, concevoir, évaluer et mettre en œuvre », a souligné la loordonnatrice de la cellule de travail.

Les deux parties ont convenu de se retrouver très prochainement pour faire le point sur les questions d’environnement, de marché commun, de la monnaie et de paix et sécurité.

Signalons que la cellule de travail est une structure multisectorielle mise en place par le président de la République démocratique du Congo au lendemain de sa désignation en qualité de président en exercice de la CEEAC par ses pairs.

Elle regroupe en son sein des cadres et experts de différents secteurs (l’économie, les finances, les infrastructures, la santé, l’éducation, le genre la culture, le développement humain, l’agronomie et la justice). La cellule de travail a pour mission de faire le suivi, la conception, l’évaluation et la mise en œuvre des objectifs que s’est fixé le président en exercice de la CEEAC.C’est grâce au travail intense abattu par cette Cellule que la XXI^e session ordinaire de la conférence des chefs d’Etat et de gouvernement tenue à Kinshasa, en juillet dernier a connu un succès remarquable.

Yvette Reine Nzaba

VISITEZ

LE MUSEE GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

OSEZ L'EXCELLENCE !





Intégrez le Groupe ISM



LICENCE – MBA / MASTER

Français et Anglais



Management



Droit



Ingénierie – Digital



Science Politique



www.groupeism.sn



(+221) 76 224 19 40





CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.
Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71



84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville



fondationmarcelgotene@gmail.com



www.fondationgotene.com

FORMATION

Les jeunes Brazzavillois édifiés sur la prise de parole en public

La star congolaise de présentation télé et événementielle, Abdoul Kaba, a animé le 1^{er} septembre à Brazzaville une master class sur les techniques de prise de parole en public.



Abdoul Kaba a animé une master class permettant d'acquérir des techniques et outils de la prise de parole en public/DR

Cette master class avait pour but de permettre aux participants d'acquérir les techniques et outils concrets afin d'être percutants et se sentir à l'aise lors des prises de parole en public, plus précisément lors de toute situation de communication et d'échange.

Au cours de ce moment de partage d'expérience axé sur le thème « Prise de parole en public et gestion d'images : clé du succès », l'orateur s'est focalisé sur son propre parcours et celui d'autres personnalités pour développer son argumentation. Selon lui, tout se résume au mental. « *Il n'y a pas de magie, il faut juste avoir confiance en soi, maîtriser le sujet, contrôler la gestuelle, la posture et l'apparence. Vous devez également gérer et travailler votre voix tout en préparant votre intervention* », a expliqué Abdoul Kaba. Des centaines de jeunes qui ont participé à ce séminaire ont beaucoup apprécié et souhaité que ce genre d'activités se pérennise. L'interaction qui a suivi l'exposé d'Abdoul Kaba atteste que cette activité, qui s'est déroulée en présence de l'artiste Roga Roga, a sans nul doute booster le mental de plusieurs participants.

Gloria Imelda Lossele

DISTINCTION

Baudouin Mouanda sacré « Prix Roger-Pic 2022 »

Le photographe congolais, Baudouin Mouanda, a été désigné prix Roger-Pic 2022, le 1^{er} septembre, pour son portfolio « Ciel de saison ». Un travail documentaire et artistique remarquable qui met en lumière les intempéries résultant du changement climatique en vue de faire prendre conscience sur la nécessité continue de protéger l'environnement.

En hommage à Roger Pic, grand photographe, réalisateur et militant du droit d'auteur, la Société civile des auteurs multimédias (Scam) récompense, depuis trente ans, un artiste qui documente le réel, tout en interrogeant l'humanité. L'objectif étant de soutenir l'œuvre d'auteurs émergents dont le parcours mérite d'être plus amplement reconnu. En remportant ce sacre, Baudouin Mouanda devient le premier africain et le premier congolais à rejoindre

le palmarès des lauréats talentueux de ce concours photographique international. Un trophée de plus qui vient s'ajouter aux vingt-trois déjà amassés sur le plan international, à savoir en France, Espagne, Angleterre, Chine, au Japon, etc. « *Je suis très fier que le prix Roger-Pic de la Scam soit attribué cette année à un photographe africain dont je suis le premier du continent, d'origine congolaise, à le remporter.*



Baudouin Mouanda, « Prix Roger-Pic 2022 »/DR



Un cliché de la série « Ciel de saison »/DR

ronnement, sous peine de représailles du changement climatique », a expliqué Baudouin Mouanda. Comme le souligne-t-il, ce projet a pu être réalisé grâce à son espace culturel Classpro_Culture encore en chantier. « *Ce, avec l'aide des habitants qui ont connu les inondations et qui ont bien voulu reprendre à mon appel. En me rappelant de l'engagement sans relâche du président de la république Denis Sassou N'Guesso sur le changement climatique, il m'était important d'accompagner cette action pour le bien de la population* ».

Notons que le photographe congolais, Baudouin Mouanda, recevra officiellement son prix le 13 octobre prochain, en France. A cet effet, il bénéficiera d'une exposition de ses photographies, produite entièrement par la Scam, et d'une enveloppe de 5000 euros. Entre-temps, il est attendu le 17 septembre, toujours en France, à présenter son travail au festival La Gacilly. A côté de cela, Baudouin est à pied d'œuvre d'un nouveau projet photographique qui parle de la question d'eau et il devra s'intituler « *La sueur du robinet* » ; ce, en même temps qu'il se bat pour finaliser les chantiers de l'espace culturel Classpro_Culture, implanté dans le huitième arrondissement de Brazzaville.

Merveille Atipo/DR

DJOSON

PHILOSOPHE

ABONNEZ-VOUS À MA CHAÎNE YOUTUBE

PARLEMENT

L'IRDH exige des éclaircissements sur les fonds alloués aux deux chambres

La structure recommande à l'Inspection générale des finances (IGF) d'auditer les comptes de deux chambres du Parlement congolais, partant de la dénonciation d'une forme de corruption institutionnalisée consistant à verser des sommes d'argent indues aux députés nationaux.

Dans son communiqué du début septembre 2022, l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) dit attendre de l'IGF ainsi que des services judiciaires compétents habilités de contrôler les fonds alloués au Parlement ou de se saisir d'office de la dénonciation faite par le député Martin Fayulu Madidi, en date du 30 août 2022. « Une enquête sur le fonctionnement du Parlement s'impose, d'autant plus que les poursuites contre l'honorable Kabund-a-Kabund Jean-Marc portent sur les mêmes dénonciations des millions de dollars en liquide qui quitteraient la RDC, vers des paradis fiscaux », a souligné cet institut. L'IRDH rappelle, en effet, que dans son communiqué signé le 30 août, le président du parti d'opposition, Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) se

dit être « profondément indigné d'apprendre que la rémunération des députés nationaux s'élève, depuis janvier 2022, à 21 mille dollars américains, en violation flagrante de la loi budgétaire ». Déplorant une telle affectation de fonds publics, l'IRDH rappelle que ces dits fonds « proviennent aussi des taxes perçues sur le travail pénible des pauvres femmes maraîchères, des mamans ya zando et des petits cultivateurs des denrées alimentaires qui ne bénéficient aucunement de l'assistance de l'état ».

Christophe Mboso menace de sanctionner les députés
De son côté, le président de la chambre basse du Parlement, Christophe Mboso, par son directeur de cabinet, Samuel Mbemba, promet des sanctions contre tous les députés nationaux qui

oseront soutenir les propos de Martin Fayulu sur cette affaire de 21 mille dollars américains des émoluments des députés. Pour lui, tout élu du peuple, qui s'évertuerait à soutenir ces propos qualifiés par lui de mensongers, doit apporter des preuves tangibles pour prouver cela. « Les députés nationaux qui s'évertuent à faire semblant de soutenir, mais sans le prouver, les propos mensongers portant le salaire des députés à 21 000 \$ seront sanctionnés », indique-t-il dans un message relayé par la cellule de communication de l'Assemblée nationale. Dans un passé récent, rappelle ce message, le directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale a promis aux députés Papy Nyango et consorts qu'ils allaient être sanctionnés. Cela n'a pas tardé. « Avancer une déclaration sans le prouver est condamnable », insiste ce service. Mais déjà le directeur de cabinet de Christophe Mboso admet que les députés Sesanga

et Kasekwa, qui ont soutenu les propos de Martin Fayulu, n'ont pas pu apporter des preuves de ces allégations. « Sesanga et Kasekwa ont utilisé des formules alambiquées tendant à faire croire qu'ils soutiennent les propos de Martin Fayulu. Mais ils n'ont rien prouvé », note la cellule de communication de la chambre basse.

L'Assemblée nationale refuse de dévoiler le salaire des députés
Malgré cet effort pour contredire les propos de Martin Fayulu et tous ceux qui vont dans le même sens que le président de l'Ecidé, le directeur de cabinet de Christophe Mboso se refuse de donner la « bonne information », selon lui. « Ce que le bureau dit est que le chiffre avancé est faux. Je le dis haut et fort », se contente-t-il de souligner.

« Le salaire de quelqu'un est quelque chose de sacré », argue-t-il. Et de rappeler que « l'éthique ne plaide pas pour la publication des chiffres ». Il est rappelé que des réactions fusent de partout depuis que l'opposant Martin Fayulu a affirmé que les députés nationaux touchent 21 000 dollars par mois comme émoluments depuis janvier de l'année en cours. Alors que certains soutiennent ces allégations du président de l'Ecidé, d'autres, parmi lesquels les tenants du pouvoir en place et leurs alliés, ont embouché leurs trompettes pour contredire Martin Fayulu. Dans cette défense, chacun vient avec ses chiffres. Ce qui met l'opinion dans la difficulté de retenir leurs arguments et de se faire une religion quant à ce que touchent réellement les élus du peuple et ses représentants.

Lucien Dianzenza



MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

SESSION PARLEMENTAIRE DE SEPTEMBRE

Le gouvernement entend déposer le projet du budget 2023 dans le delai requis

Comme l’an dernier, l’équipe Sama Lukonde tient à réditer l’exploit afin d’inscrire la pratique dans la tradition.

Le gouvernement central exclut le dépôt du projet de budget au-delà de la date du 15 septembre. Elle s’attelle actuellement à mettre la dernière patte à cet instrument important des finances publiques. Son porte parole Patrick Muyaya a parlé, le mardi 30 août, des derniers réglages afin sa transmission à l’Assemblée nationale. «...vous savez que le projet de budget a été déposé pour la première fois le 15 septembre 2021 pour l’exercice 2022. Nous voulons rester dans cette tradition suivant les orientations du président de la République», a expliqué le porte parole du gouvernement.

Les etapes déjà franchies sont la réunion interministérielle pour commencer le débat sur le projet du budget et précédemment, la conférence budgétaire où tous les ministres ont envoyé leurs prévisions. A en croire Patrick Muyaya, la réunion du mardi 30 août à servi de cadre introductif. Elle sera suivie par une autre par une autre réunion le jeudi 1er septembre. «Et puis, il y aura un conseil de ministres qui permettra d’adopter le projet de budget qui sera, quelques jours après, déposé à l’Assemblée nationale», a précisé le ministre Patrick Muyaya.

Jules Tambwe Itagali

CONFLIT COMMUNAUTAIRE DANS LE MAÏ NDOMBE

Vivement des pourparlers en vue d’une solution concertée

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a eu des échanges, le 2 septembre, à la Cité de l’Union africaine, avec les responsables traditionnels du Grand Bandundu.

Prévue de longue date, la rencontre devrait constituer à faire un rapport au chef de l’État de la certification du Kakuungu Suku, ce masque restitué à la République démocratique du Congo au mois de juin dernier par le roi Philippe de Belgique. Dans les entrefaites, la crise dans le territoire de Kwamouth opposant les communautés Teke et Yaka s’est également invitée à la causerie jusqu’à devenir le sujet essentiel des discussions. Le garant de la nation a recueilli, attentivement, les avis des chefs traditionnels relatifs aux différends qui déchirent les deux tribus. Sur ce, il a ordonné à ses interlocuteurs d’entamer les pourparlers en vue d’une solution concertée.

Cette délégation, qui avait à sa tête Sa Majesté Mini-Kongo Kavabioko, a été

conduite auprès du président de la République, Félix Tshisekedi, par la ministre déléguée près le président de la République, Mme Nana Manuanina. Plus de trente-cinq personnes ont perdu la vie lors des affrontements entre les communautés Yaka et Teke dans la province de Mai-Ndombe. Selon les chiffres présentés par Ocha, ces violences ont occasionné le déplacement de plus de six mille personnes. Pour rappel, la province de Mai-Ndombe a été victime des conflits communautaires fin décembre 2018 dans le territoire de Yumbi. Les violences qui avaient opposé des membres des ethnies Ntende et Nunu avaient causé la mort d’au moins cinq cents personnes, selon l’Organisation des Nations unies.

Alain Diasso



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:** Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.





Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :** Présentation d’ouvrages, Conférence-débat, Dédicace Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d’écriture.





Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N’Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h





Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56 info@adiac.tv 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

FOOTBALL

Sébastien Desabre invité à RFI

Le nouveau sélectionneur des Léopards de la RDC, le Français Sébastien Desabre, a été l'invité exclusif de l'émission Radio Foot sur Radio France Internationale (RFI). Ses nouvelles fonctions et ses ambitions ont constitué la charpente de son intervention. Il a résilié à l'amiable son contrat avec le Chamois Niortais (L2 France) pour prendre la direction du staff technique des Léopards.

Au sujet de ses premières impressions à la tête du staff technique des Léopards, Sébastien Desabre a indiqué : « Tout va bien. Je suis là depuis une semaine et je suis l'équipe du Chan qui joue sa place en Algérie en janvier 2023 face au Tchad le week-end prochain ici (victoire 2-1 à l'aller au Cameroun). C'est un premier pied à l'étrier. Je prépare aussi le stage de l'équipe A en septembre à Casablanca au Maroc. J'avais besoin de trouver un nouveau défi et la République démocratique du Congo (RDC) est arrivée au bon moment. Je suis content d'être avec les Léopards. Il y a beaucoup de travail à faire ici ».

Il a donné plus d'explication sur sa mission de trois ans chez les Léopards, étant en même temps sélectionneur et manager : «Ce contrat de

trois années devrait me permettre de redynamiser une équipe qui a du potentiel. L'objectif fixé est d'être au Mondial 2026. La RDC a beaucoup de bons joueurs, il faut remettre cette sélection à sa place. Nous avons eu deux défaites lors des deux premières journées de qualification pour la prochaine CAN en Côte d'Ivoire. Il va falloir être performant en mars prochain pour la suite des qualifications et obtenir notre ticket pour la Côte d'Ivoire. J'ai été nommé manager et sélectionneur. C'est important d'avoir du poids et d'être autonome dans tous les choix. Ma mission est aussi de mettre en place une bonne organisation autour de la sélection. La performance d'une sélection dépend de l'organisation et de la planification

d'une équipe. Et j'ai déjà modifié le staff médical. Je compte donner une orientation différente ».

Sébastien Desabre entend insuffler un esprit nouveau chez les joueurs : « Je veux créer un état d'esprit nouveau. Je veux créer une atmosphère pour qu'il y ait une synergie de travail tournée vers la performance. C'est un travail de fond et on veut en tirer les fruits à moyen terme, c'est-à-dire à la prochaine CAN. Je veux que les joueurs viennent pour servir leur pays. Être en sélection, c'est un honneur. On doit servir le pays, et ne pas se servir de la sélection. Il faut apporter le maximum en termes de jeu et de discipline ».

Et il a annoncé le stage de huit à Casablanca au Maroc où il y aura une première prise de contact avec les



joueurs, stage assorti de deux matchs amicaux Fifa contre le Burkina Faso et la Sierra Leone. « Les supporters des Léopards sont exigeants vis-à-vis de la sélection nationale. Mais pas seulement sur le plan des résultats. Ils veulent que l'on représente bien leur pays. Ils attendent que l'on donne une bonne

image de la sélection. Il faut repartir de l'avant en toute humilité. Et cela commencera lors du stage au Maroc, avec les matches amicaux le 23 septembre face au Burkina Faso et le 27 contre la Sierra Leone », a conclu le nouveau sélectionneur des Léopards A de la RDC.

Martin Engimo

MERCATO

Omwele vers Libye, Tuisila regagne Young Africans, Mayele prolonge, Kabananga en Roumanie

L'attaquant Omwele Zeke évoluera en Libye cette saison, Fiston Mayele reste en Tanzanie, alors que Dark Kabangu quitte le Maghreb et revient au Daring Club Motema Pembe (DCMP).

A la clôture du mercato d'été le 31 août 2022, l'on a appris quelques mouvements des joueurs congolais au pays et à l'étranger. L'on note le départ de l'attaquant Omwele Zeke de Sa Majesté Sanga Balende. Il quitte le pays pour une première expérience à l'étranger, notamment à Al Ettihad Al Misraty en Libye où il s'est engagé pour deux ans, avec une année d'option. Formé au Real de Kinshasa (2016), Omwele Zeke a également évolué à New Soger de Lubumbashi, et à l'AS Dragons Bilima de Kinshasa. Il va donc à la découverte du football maghrébin

Vainqueur de la Coupe de la Confédération avec la Renaissance de Berkane avec l'entraîneur Florent Ibenge (aujourd'hui à Al Hilal du Soudan), l'ailier Rossein Tuisila Ki-



sinda regagne Young Africans (Yanga) SC. En manque de temps de jeu à la RS Berkane, l'ancien joueur de l'AS V.Club revient donc chez le triple champion de Tanzanie où il retrouve Fiston Mayele Kalala. Ce dernier, annoncé en Égypte et à

Kaizer Chiefs en Afrique du Sud, a choisi de rester. Meilleur buteur du championnat national de Tanzanie, Fiston Mayele prolonge donc son contrat avec Young Africans SC jusqu'à 2024 et va disputer la Ligue des champions.



L'on apprend que l'attaquant Junior Kabananga, co-meilleur buteur de la Coupe d'Afrique des nations 2017, a signé au CS Mioveni, club de D1 en Roumanie. Et, signale-t-on, le buteur Dark Kabangu Kadima a regagné le DCMP. Il a passé

sept mois passés au Raja de Casablanca depuis son départ du FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi. Il revient dynamiser la défense des Immaculés engagés en Coupe de la Confédération.

M.E.



MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE,
Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo (PRODIVAC)
AMI N° 025-PPM /MEPSIR/UCP-PRODIVAC 2022



Secteur : Agriculture
Référence de l'accord de financement : Prêt
FAD 2000200004602
N° d'identification du Projet : P-CG-A0-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque africaine de développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat relatif aux services d'un Cabinets de consultants chargé de réaliser les études techniques et architecturales (en première phase), ainsi que le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation (en deuxième phase) des centres d'incubation de type Songhaï à Louvakou dans le Département du Niari et à Otsende dans le Département de la Cuvette.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

En première phase : les études techniques et architecturales. Il s'agit entre autres de : (i) Consulter les parties bénéficiaires sur leurs besoins ; (ii) procéder au relevé des infrastructures existants et leur implantation dans l'ensemble du lotissement ; (iii) concevoir et retenir la proposition architecturale la plus opportune, pertinente et significative tant du point de vue de la fonction, de la forme que de la structure des ouvrages ; (iv) développer des plans d'ameublement intérieur afin de préciser les installations relatives des différents équipements et leur incorporation judicieuse dans l'intérieur et l'extérieur des bâtiments à travers l'Avant-Projet Sommaire (APS) ; (v) déter-

miner les prix unitaires réalistes tenant compte de la provenance des matériaux rendus chantier, de l'importance des travaux à réaliser et des normes standards en la matière à travers l'Avant-Projet Détaillé (ADP) ; (vi) établir le devis confidentiel ; (vii) établir le cahier des prescriptions techniques inhérent au Dossier d'Appel d'Offres « DAO » en y insérant les questions environnementales et sociales ; (viii) participer à l'évaluation des offres et recommandation d'attribution, en qualité de consultant-observateur technique.

En seconde phase : le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation. Il s'agit entre autres de : (i) Suivre au quotidien l'ensemble de l'exécution des travaux, y compris la préparation des mortiers, bétons et briques ; (ii) Rédiger les rapports de démarrage et de fin, ainsi que des rapports mensuels d'avancement des travaux ; (iii) Organiser et diriger les réunions de chantiers, avec rédaction et diffusion des comptes rendus ; (iv) Informer systématiquement le Client de tout événement imprévu pouvant intervenir en cours d'exécution des travaux, avec indication des conséquences notables ; (v) Vérifier et contrôler la conformité de l'exécution des travaux et des fournitures aux prescriptions des pièces contractuelles, en matière de qualité, de délai et de coût ; (vi) Contrôler et maîtriser les délais ; (vii) Choisir les options techniques ; (viii) Assurer la liaison régulière avec les organismes de contrôle éventuels de l'Etat ; (ix) Établir et transmettre au Client pour signature, les projets d'ordres de service, puis assurer la notification de ceux-ci à l'entreprise ; (x) Assurer la coordination entre les différents intervenants ainsi que celle de

l'exécution de l'ensemble des travaux.

La mission se déroulera à Brazzaville, à Louvakou dans le département du Niari et à Otsende dans le département de la Cuvette. Pour la première phase, la durée sera de 3 mois au maximum, tandis que pour la seconde, elle sera liée à la durée d'exécution des travaux.

2. L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification. L'intérêt manifesté par un Consultant n'implique aucune obligation de la part du projet de le retenir sur la liste restreinte.

3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront conformément à la politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

4. Les consultants (firmes) intéressés peuvent obtenir des informations complé-

mentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).

5. Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 14 Septembre 2022 à 12 h 00, heure locale (TU+1) et porter expressément la mention suivante : « AMI N°25-PPM /MEPIR/UCP-PRODIVAC 2022 : RECRUTEMENT D'UN CABINET DES CONSULTANTS CHARGE DE REALISER LES ETUDES TECHNIQUES ET ARCHITECTURALE (PHASE I), AINSI QUE LE CONTROLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX (PAHSE II), POUR LA REHABILITATION, DES CENTRES D'INCUBATION DE TYPE SONGHAÏ A LOUVAKOU DANS LE DEPARTEMENT DU NIARI ET A OTSENDE DANS LE DEPARTEMENT DE LA CUVETTE ou transmis par mail en format PDF l'adresse suivante :

Unité de Coordination du PRODIVAC

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

N° 13 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo
Tél : (242) 04 464 31 31 / 06 612 76 84 /
E-mails : prodivaccongo@gmail.com / pat.2016.otonghos@gmail.com.

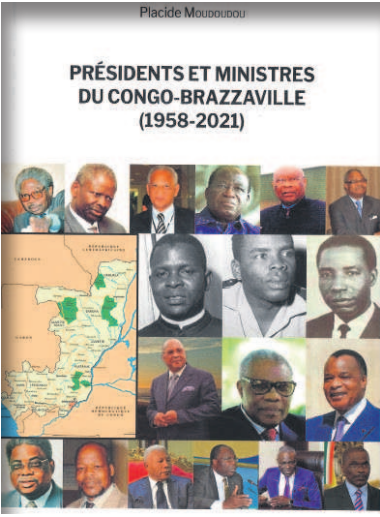
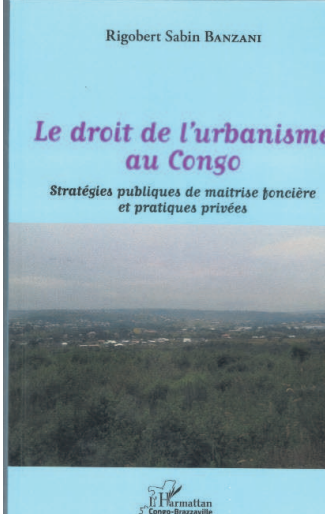
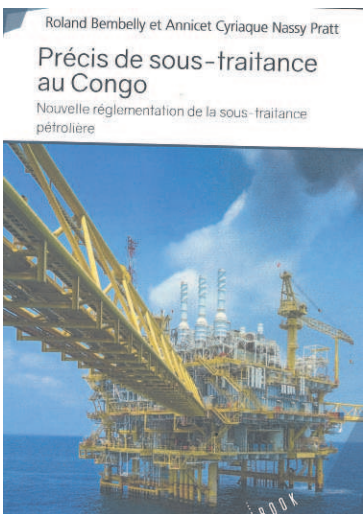
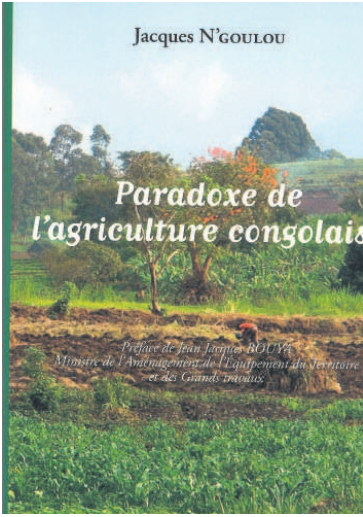
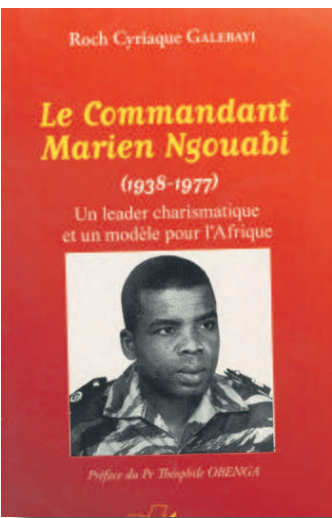
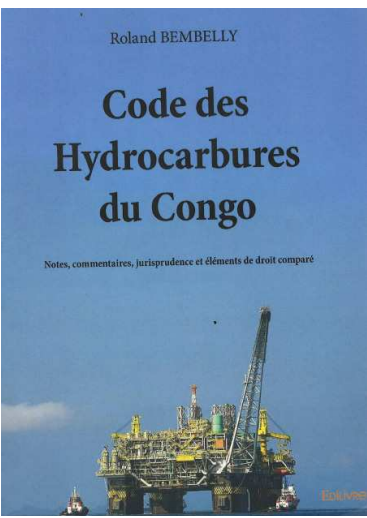
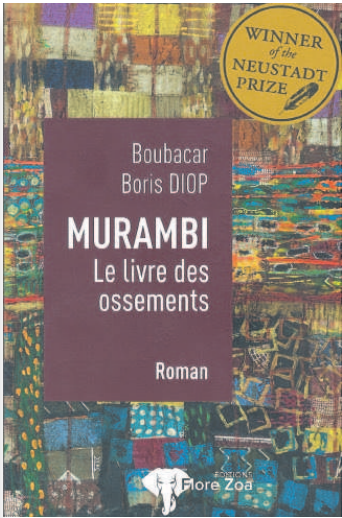
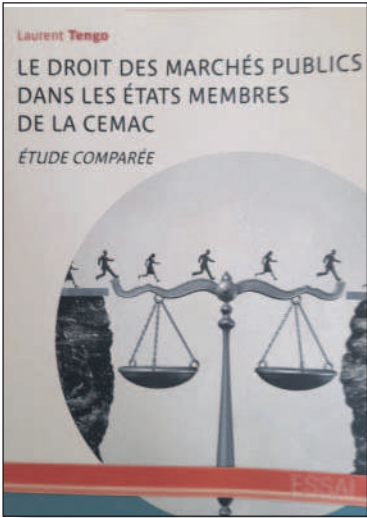
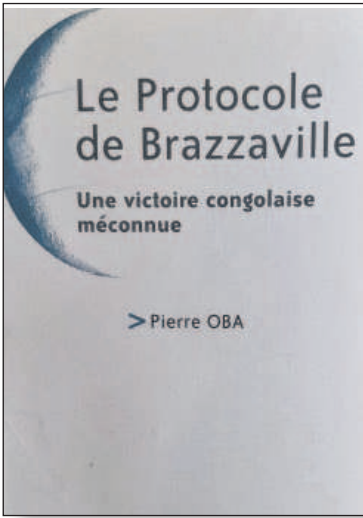
Fait à Brazzaville le, 23 Aout 2022

Le Coordonnateur du PRODIVAC

Benoît NGAYOU



EN VENTE



FIMA

La 9^e édition lancée

Organisée par l'ONG Internationale MB production, la 9e édition du Festival international des musiques et des arts (Fima) se tient, du 2 au 5 sepembre, au quartier Makayabou, dans le cinquième arrondissement de la ville océane.

C'est pour la première fois que le quartier Makayabou reçoit une activité culturelle de si grande ampleur, notamment le Fima. Les organisateurs de l'évènement ont choisi le quartier Makayabou, parce que ses habitants ont du cœur, a expliqué Médard Mbongo, le promoteur du Fima.

En réalité, le Fima est un festival où se côtoient toutes les générations d'artistes. Et la population de Pointe-Noire profite en assistant aux prestations musicales. Lors de la première journée, les artistes se sont succédé sur un podium installé pour la circonstance. C'est DJ Humer qui a ouvert le bal.

Ensuite Dj Armani Moulouba a pris le relai, avant de céder le podium à Kalash et Dalton, deux jeunes artistes qui excellent dans le genre décalé et RNB. L'ambiance a atteint son firmament lorsque Boaz, un jeune artiste aveugle doté d'un talent



Prestation du DJ Véрати/Adiac

inestimable, est monté sur scène. Entre émotion et émerveillement, ce jeune homme a ébloui les spectateurs par son talent et sa voix sensuelle.

Après cette prestation qui a mis tout le monde d'accord, place à la comédie. Papa Ciboule et papa Puissance sont montés sur scène pour montrer leurs talents. Les deux comédiens ont plongé les spetacteurs dans un fou-rire. Après cela, Dj Verati a repris avec la musique en interprétant à sa manière « Rein », le célèbre morceau de l'artiste musicien ivoirien Obam's, accompagné de deux jeunes danseuses, Messi et Ronaldo. Notons que le Fima est un festival de musique devenu, depuis un certain temps, un événement unique en son genre. Pour cette année, son promoteur a annoncé la présence de plusieurs artistes d'ailleurs, mettant à l'honneur le folk et la musique urbaine.

Hugues Prosper Mabonzo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FÉCOFOOT

Jean Guy Blaise Mayolas s'engage dans un nouveau défi

Réélu pour un nouveau mandat de quatre ans au terme d'une élection sans enjeu tenue le 2 septembre à Kintélé, le président de la Fédération congolaise de football s'est engagé à œuvrer prioritairement pour la professionnalisation du Congo et la formation des jeunes.

Jean Guy Blaise Mayolas a promis augmenter la subvention des clubs d'élite, de Ligue 2 et de football féminin avant d'annoncer le développement de partenariat d'échanges et de formation avec des clubs occidentaux et d'autres fédérations. « *C'est une charge, une responsabilité de plus et importante que vous me confiez à nouveau. Cette nouvelle élection confirme l'impact de tous les efforts que nous avons fournis ensemble pour insuffler à notre football une nouvelle ère de développement et de rayonnement. Je ressens ma mission comme une brique que je dois apporter à l'édifice pour que d'autres puissent ensuite continuer de construire* », a souligné le président de la Fécofoot.

Il entend créer les conditions nécessaires visant à faire de la Fécofoot une maison ouverte pour satisfaire les besoins de tous : les clubs, les entraîneurs, les joueurs, les encadreurs et les dirigeants. « *Je serai un président qui va faire évoluer la fédération et je vous en fais la promesse maintenant. Nous devons désormais regarder plus loin et penser à l'avenir de notre football. Pour agir efficacement dans l'intérêt de tous et continuer avec vous les œuvres entamées depuis 2018, je me suis lancé dans la course pour briguer un nouveau mandat à la tête de la fédération. J'ai pensé qu'il fallait naturellement poursuivre les actions qui ont donné de bons résultats comme la modernisation de nos organes de gestion, la gestion transparente et rigoureuse de nos finances...* », a-t-il laissé entendre.

Jean Guy Blaise Mayolas a reconnu



Jean Guy Blaise Mayolas dévoilant ses projets

que l'heure n'est plus aux querelles mais aux grands engagements car la cohésion et l'unité de tous sont, d'après lui, les éléments essentiels dans la stabilité d'une institution. « *Mon plus grand souhait est que cette assemblée puisse être un point de départ de la réflexion nécessaire sur la Fécofoot que nous voulons pour demain surtout celle qui aspire au changement* », a-t-il indiqué.

L'entrée de nouveaux membres

Le nouveau bureau de Jean Guy Blaise Mayolas compte quatorze membres au lieu de quinze. L'un des postes vacants de la vice-présidence sera complété après, au cours de la prochaine assemblée générale. Le président de la Fécofoot a renouvelé sa confiance à Henri Endzanga, Jean Paul Fouani, Jean Medard Kossa et Carl Boniface Malalou comme vice-présidents. Victor Ma-

gloire Nganguia, Alain Roger Fouka, Virginie Lucienne Moukoko, Jean Elloi Mankou et René Daniel Louzaya ont été confirmés comme membres avec les entrants comme Olangué Mô, Jean Patrick Boulingui, François Bikindou et Jean Pierre Elenga Okandzé. Médard Moussodia, Landry Loembet, Zéphrin Mouko, Léon Okoula et Gorbard Ngami ont quitté le bureau exécutif.

Feuilleton à rebondissements

Cette assemblée n'aurait pas pu aboutir sans l'intervention des délégués de la Fédération internationale de football association et de la Confédération africaine de football lesquels ont rencontré le ministre des Sports après la décision prise d'annuler à 24 heures, par le biais d'un communiqué télévisé, les élections estimant que les conditions d'une assemblée générale

démocratique, apaisée, transparente et équitable n'étaient pas réunies. Au bout d'une interminable concertation qui a pris toute une journée, le football congolais a été sauvé des éventuelles sanctions de la Fifa, à savoir une interdiction de plus de quatre ans de pratiquer le football, la disqualification de ses sélections engagées aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique et du Championnat d'Afrique des nations sans oublier l'AS Otohô et les Diables noirs engagés en compétitions inter-club de la CAF.

Dans la déclaration conjointe, la Fécofoot s'est engagée à mettre en œuvre après les élections les recommandations sur l'amélioration de sa gouvernance, de travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes dans la prise en compte des lois nationales, le respect de ses textes fondamentaux, la transmission à la tutelle dans les délais prescrits des documents relatifs à la tenue des assemblées générales annuelles.

Consensus pour sauver le football

Elle s'engage aussi à modifier ses statuts afin d'assurer leur conformité avec les principes de bonne gouvernance de la Fifa et de la CAF mais aussi la modification du code électoral, notamment la revision des critères d'éligibilité au comité exécutif conformément aux statuts et principes de la Fifa. Il a été décidé de l'amélioration des relations avec le ministère de tutelle, précisément la reconnaissance des prérogatives et du rôle de la tutelle conformément au droit national en vigueur, la transmission des rapports annuels d'activités pour information mais aus-

si la transparence dans la gestion des programmes de développement de football des jeunes et féminin. « *La Fifa et la CAF se sont engagées à accompagner et assurer le suivi de la mise en œuvre des présentes recommandations* », « *Nous avons eu des réunions qui sont fructueuses. Nous avons rédigé ensemble cette promesse de travailler main dans la main, gouverner fécofoot, Fifa et CAF parce que votre football compte pour nous et pour l'avenir de vos enfants. Et votre football a un potentiel qui est inexploité. Nous avons envie de l'exploiter avec vous. C'est important de permettre à la Fécofoot de développer le football des filles et des garçons. C'était une priorité que cette assemblée générale électorale se tienne le 2 septembre et que le football congolais demain puisse continuer à être en activité* », a souligné Tavarès Fernandes Gelson de Conceição, le délégué de la Fifa.

« *Ce n'était pas évident. Il fallait faire preuve de beaucoup d'esprit de consensus. Nous y sommes arrivés par la volonté des uns et des autres. C'était le but recherché. Il n'y a pas un vainqueur ni vaincu. Le vainqueur c'est le football congolais aujourd'hui. La leçon qu'on tire est que toutes les parties prenantes pour le développement du football congolais se sont retrouvées au cours de cet accord. Tous ont pris l'engagement de tout faire pour que le football congolais retrouve ses lettres de noblesse* », a ajouté Seidou Mbombo Njoya, quatrième vice-président de la CAF.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Qui peut dire ?

Oui, tout bien pensé, qui peut dire aujourd'hui ce qui se passera à l'échelle mondiale dans les mois et les années à venir ? Et par conséquent dans quel sens évoluera la société humaine qui fait face aujourd'hui aux plus grands défis qu'elle a dû relever tout au long des millénaires précédents ?

A cette double question, que se posent ouvertement les gouvernants, les diplomates, les penseurs et les intellectuels du monde entier, il n'est pas de réponse que l'on puisse apporter autre que celle-ci : ou bien l'humanité se rassemblera pour lutter en commun contre les dérives qui la menacent - dérèglement climatique, multiplication des pandémies, aggravation des dérives sociales provoquées par le mauvais emploi des nouvelles technologies, montée brutale des extrémismes religieux, affrontement plus ou moins larvé des grandes puissances de ce temps, dur-

cissement des haines raciales ... - et elle finira par apporter des solutions concrètes aux problèmes qui menacent son existence ; ou bien elle s'avèrera incapable de prévenir le pire et sombrera dans un chaos planétaire dont nul ne sait et donc ne peut dire ce qu'il sortira étant donné la puissance destructrice des armes que les Grands de ce temps accumulent, mais aussi la tentation des forces du mal - ethniques, raciales, religieuses et autres - de plonger la planète des hommes dans le chaos.

Nous l'avons écrit ici même à maintes reprises et nous le réécrivons sans le moindre doute, plus l'homme moderne avance sur la voie du progrès scientifique et technique plus il crée les conditions d'un « tsunami » mondial dont il pourrait bien ne pas se relever. Accueillie sur les cinq continents comme une avancée décisive de l'humanité, l'intelligence dite « artificielle » porte en effet en elle les pires dangers dans la mesure

où, contrairement aux apparences, elle risque fort de rendre l'homme prisonnier des nouvelles technologies comme le démontrent aujourd'hui de façon accablante le développement des armes nucléaires et chimiques, la généralisation des drones, la tentative des grandes puissances de s'emparer de l'espace qui entoure le globe terrestre, la dégradation continue de l'air et de la nature dont dépend notre survie.

Si, d'une manière ou d'une autre notre espèce anticipe le pire et donc s'organise pour éviter les dérives à venir qui sont inéluctables, elle aura des chances sérieuses de poursuivre la marche en avant engagée, il y a six ou sept millions d'années par l'« homo sapiens » venu d'Afrique. Mais, si elle continue à fermer les yeux sur les conséquences inévitables de ses dérives présentes, elle disparaîtra inévitablement de la Terre, non pas dans quelques milliers d'années mais dans un avenir proche

qui pourrait bien ne pas dépasser la fin de ce siècle.

Dans ce contexte pour le moins prévisible mieux vaut pour nous comme pour nos successeurs regarder la vérité en face, aussi terrible soit-elle, cesser de fermer les yeux sur les conséquences inévitables des dérives présentes. Et, par conséquent, nous réunir tous autour de la même table mondiale afin de prendre tant qu'il en est temps les décisions qui permettront de conjurer le pire.

Parole d'un observateur dont les jours sont naturellement comptés, mais qui s'inquiète, comme des millions d'êtres humains du sort que les dérives présentes provoqueront inévitablement sur son entourage immédiat si notre espèce ne se mobilise pas afin de les combattre.

Jean-Paul Pigasse